

Contre l'inflation et pour financer les retraites : IMPOSER LA HAUSSE DES SALAIRES !

Il y aura finalement un « cycle de concertations » sur la réforme des retraites à partir de cette semaine. Le gouvernement fait ainsi mine de temporiser, de peur que des grèves se multiplient. Les directions syndicales s'y sont aussitôt engouffrées, tout en disant qu'elles poseront quelques conditions. Mais l'objectif est déjà annoncé par Macron : le recul de l'âge de départ à 65 ans. Au-delà de l'espérance de vie en bonne santé.

Comme à chaque attaque, le gouvernement prétend « sauver le régime de retraite ». Sauf que la seule menace qui pèse sur ce régime est celle du gouvernement lui-même. Les réformes précédentes ont déjà fortement réduit les dépenses pour les retraites, ce qui s'est traduit par un allongement de la durée du travail et une baisse des pensions. Si bien que le Conseil d'orientation des retraites prévoit un solde positif des caisses de retraites vers 2040 sans nouvelle réforme.

Pas de problème de financement, donc. Mais la nouvelle réforme vise surtout à accorder de nouvelles aides au patronat (baisse des impôts de production, baisses de cotisations sociales pour les entreprises). Comme si les profits ne battaient pas déjà tous les records !

Même si le gouffre financier était réel, il suffirait d'augmenter les salaires pour rétablir l'équilibre, en faisant rentrer des cotisations. Une telle hausse permettrait d'ailleurs de revenir sur toutes les réformes des dernières décennies, à commencer par le rétablissement de la retraite à 60 ans.

Des grèves pour les salaires

Le remède est le même concernant l'inflation, qui fait fondre les salaires. Face à la colère qui monte, le patronat veut se contenter de primes, qu'il pourra retirer l'année suivante. Mais plusieurs grèves ont éclaté pour de véritables hausses de salaire, comme à PSA-Stellantis, où 500 ouvriers ont fait grève durant trois jours à l'usine de Hordain, dans le Nord, suivis sur

plusieurs autres sites. Le 28 septembre, 4 300 ouvriers ont débrayé dans le groupe, exigeant 400 euros d'augmentation par mois et 6 000 euros de prime. Ce serait bien le minimum, quand le groupe PSA affiche huit milliards d'euros de bénéfices au premier semestre. Même chose dans les raffineries TotalEnergies, dont plusieurs sont à l'arrêt du fait des grèves, ou chez Arkema, premier groupe chimique français, dont le site de Pierre-Bénite, dans la région lyonnaise, est en grève depuis plus de deux semaines.

L'impasse des référendums

Devant les profits indécents de certains secteurs, dont celui de l'énergie, les politiciens de gauche proposent un référendum sur la taxation des « superprofits », une impasse institutionnelle qui prendrait des mois. Macron lui-même ne rejette pas l'idée, tandis que l'Union européenne réfléchit à la question : preuve s'il en est qu'une telle taxe ne déplairait pas forcément au patronat. Elle pourrait lui permettre de mieux répartir les profits, en taxant d'un côté les bénéfices de ceux qui profitent le plus de la désorganisation de la production et de la guerre pour faire monter les prix, pour, de l'autre, accorder des allègements fiscaux à tout le patronat. Les classes populaires n'en verraient pas la couleur, ou au mieux sous forme d'un nouveau et dérisoire chèque énergie.

La meilleure manière de taxer les profits, « super » ou pas, reste encore d'augmenter les salaires !

Tous en lutte !

Cette hausse de salaire, il faudra l'imposer au patronat, par la grève et les mobilisations, en se saisissant de toutes les occasions, dont la manifestation du dimanche 16 octobre contre la vie chère, à l'initiative de la France insoumise, à laquelle appellent des associations et organisations dont le NPA. Pour dire qu'il faudra surtout construire un rapport de force à la base, en s'organisant partout pour défendre nos revendications :

400 euros net pour tous au minimum chaque mois, aucun salaire ou pension en dessous de 2 000 euros net, et l'alignement systématique des salaires sur les prix.

Paye de perlimpinpin

Juste avant la grève du 29 septembre sur les salaires, la direction a fait lire une note sur les (semblerait-t-il) très nombreuses augmentations de salaire auxquelles nous aurions eu droit. Heureusement que la direction est venue nous le rappeler, car nous ne nous en étions pas aperçus en voyant la fiche de paie !

Et pour cause, même en additionnant le tout, cela n'atteint pas le niveau de l'inflation actuelle. Quant à la prime de 534 euros qu'elle fait miroiter, elle ne sera que pour l'année prochaine...

Par de tels tours de passe-passe, la direction prétend « accompagner le pouvoir d'achat des postiers », mais elle l'accompagne surtout vers le précipice. C'est ce qui a motivé 50 collègues à faire grève ce jour-là.

Fluide glacial

On se les pèle au bureau... et ce n'est pas une BD humoristique ! Si La Poste ne chauffe pas le site on va finir en surgelés.

À moins que nous fassions fondre l'ambiance glaciale en chauffant très bientôt les oreilles de la direction.

Bienvenu à Pingreland

Tiens, tiens, malgré la forte inflation, la valeur des chèques culture reste inchangée à 25 euros... Et ça, c'est pour ceux qui ont vu passer l'info qu'il faut les commander avant le 15 octobre. Sinon on peut s'asseoir dessus, comme l'année dernière.

Plutôt que des petits chèques, il nous faut une vraie augmentation de salaire et pour faire cracher les patrons, il faut se battre ensemble et nombreux.

Bonnet d'âne

Dans le journal *Forum* de La Poste (que plus personne ne lit et pour cause), un sociologue disserte sur l'insertion des jeunes en entreprise et dit « qu'ils vont vivre jusqu'à 100 ans et travailler jusqu'à 70. »

Il espère certainement vivre longtemps en débitant de la sociologie de comptoir (patronal), mais dans la vraie vie, l'espérance de vie en bonne santé des travailleurs ne s'est pas améliorée.

Elle s'occupe de notre pouvoir d'achat...

Nous avons des tonnes d'IP Région Île de France à distribuer. En plus de la surcharge physique, il y a la « mentale » : la propagande de Péresse « consacrée aux jeunes et au pouvoir d'achat » nous écorche le cerveau. C'est pas elle qui menace d'augmenter le pass Navigo ?

Versez à la collecte

Ce mercredi matin et midi, une collecte a lieu devant les portes du bureau en soutien au bulletin *L'Étincelle*. Celui-ci ne vit qu'avec le soutien financier et la participation des travailleurs qui l'apprécient, dénonçant chaque quinzaine les agissements du gouvernement et des patrons, ceux de La Poste en particulier. Pour soutenir *L'Étincelle*, versez à la collecte !

Réactions en chaîne

La colère gronde dans les usines Stellantis (ex-PSA), alimentée par l'inflation et les bénéfices record qui gonflent les dividendes des actionnaires. Devant la protestation qui montait et les arrêts de travail, la direction a lâché une prime de 500 à 1 000 euros. Un montant si bas qu'il a provoqué une vague de débrayages dans la quasi-totalité des usines du groupe. La réaction a été massive et claire : les salariés veulent des augmentations de salaire et cette prime ne suffit pas.

Des assemblées sont prévues pour préparer la suite. Il faudra frapper encore plus fort pour faire craquer Stellantis, mais les ouvriers en lutte ont déjà ouvert une brèche. Et d'autres pourraient bien les suivre !

Iran : la détermination malgré la répression

La révolte qui a éclaté après la mort de Mahsa Amini ne faiblit pas. Les manifestants bravent les forces armées du régime qui ont commencé à réprimer, comme à Zahedan dans le sud-est du pays où les militaires ont ouvert le feu sur les manifestants, tuant et blessant des dizaines d'entre eux.

On compte déjà plusieurs dizaines de morts dans des affrontements violents avec la police dans plusieurs villes du pays, et dans des bombardements menés par le régime au Kurdistan d'Irak. S'ajoutent à cela des milliers de personnes arrêtées dont la situation reste inconnue et des coupures d'internet rendant difficile la diffusion de l'information sur place.

Mais le régime iranien a pour le moment échoué à étouffer cette contestation qui réclame la fin de la dictature et la liberté, notamment pour les femmes.

Chez Camaïeu, les actionnaires d'abord

L'enseigne Camaïeu a baissé le rideau ce samedi 1^{er} octobre après une décision de mise en liquidation judiciaire. Les 2 600 salariés des 514 magasins, du siège et des entrepôts de Lille sont mis à la porte. Le groupe financier FIB (Financière immobilière bordelaise) qui détient la marque depuis deux ans invoque des dettes énormes dues à la crise Covid, à l'impossibilité de payer les loyers des magasins, au commerce en ligne et même à une cyber-attaque en 2021. Mais en réalité ce groupe a acquis ces dernières années Go Sport, les cafés Legal, La Grande Récré et acheté les murs de magasins GAP et de 22 Galeries Lafayette reprises en franchise.

Les actionnaires, comme le PDG (114^e fortune de France selon le journal *Challenges*), ont donc de quoi voir venir et maintenir tous les emplois. Les travailleurs n'ont pas à payer pour l'avidité de ces affairistes.

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

